

illégal de la Namibie par l'Afrique du Sud, et enfin, un dernier effort pour mettre fin à la situation déplorable qui prévaut en Afrique du Sud même.

Nous avons appris que ces problèmes avaient fait l'objet de discussions approfondies et que la solidarité panafricaine y avait été réaffirmée en des termes permettant l'exploration de toutes les possibilités de changement en Afrique australe. Evidemment, tous mes hôtes ont plaidé en faveur d'un appui accru de la part de la communauté internationale à la lutte difficile menée par eux, qui entre peut-être dans sa phase cruciale. Toutefois, tous se sont déclarés satisfaits des prises de position du Canada à l'égard de l'Afrique australe et, même si notre politique ne répond pas en tous points à leur attente, ils m'ont avoué en comprendre les mobiles. Ainsi, bien que les pays membres de l'OUA aient toujours refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, nul n'a cherché à nous convaincre de la nécessité pour le Canada de rompre ses relations avec ce gouvernement. De même, nous avons pu justifier le maintien des relations commerciales limitées que le Canada entretient avec l'Afrique du Sud compte tenu d'une part, du fait que notre pays s'est toujours fixé comme ligne de conduite de ne pas faire intervenir des facteurs d'ordre politique dans le commerce international à moins de